

Annonces Légales

Arrêté SG/DCL/BRGE du 10 Décembre 2020

portant la liste des journaux habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour l'année 2021

dans le département de la Guadeloupe.

En vertu de cet arrêté, le tarif hors taxe à la ligne est de 4.16 €

CONSTITUTIONS

FC06437

Par acte SSP du 01/08/2021 il a été constitué une SAS dénommée :

CRISTAL CARAIBES
Siège social : 37 CITÉ HUGUES DES-
POINTES 97120 ST CLAUDE
Sigle : CRIS-CA
Capital : 1.000€

Objet : ADMINISTRATION D'IMMEU-
BLES ET D'AUTRES BIENS IMMOBILIERS
Et plus généralement, toute activité com-
merciale ou industrielle, mais aussi de
toutes objets pouvant se rattacher direct-
ment ou indirectement à l'objet social ou à
tout objet similaire et généralement, toutes
opérations industrielles, commerciales, fi-
nancières, civile, mobilières ou immobili-
ères susceptibles d'en faciliter l'extension
ou le développement.

Président : M BAPTISTIDE Nicolas Xa-
vier Vivien, 37 cité hugues despointes
97120 ST CLAUDE.

Durée : 99 ans à compter de son imma-
triculation au RCS de BASSE TERRE

FC06438

Par ASSP en date du 15/07/2021, il a
été constitué une société civile dénommée :

LA CANOPIÉE
SIÈGE SOCIAL : 1 Rue Achille René bois-
neuf 97110 POINTE-À-PITRE CAPITAL :
1000 € OBJET SOCIAL : Acquisition, ges-
tion, échange, location, administration, gé-
rance, transaction de tous biens immobili-
ers et mobiliers, de produits financiers,
leur emploi, la prise de participation dans
toutes entreprises, ainsi que toutes opéra-
tions pouvant s'y rattacher; Et générale-
ment toutes opérations pouvant se ratta-
cher, directement ou indirectement à l'objet
social, pourvu qu'elles ne modifient pas le
caractère civil de la société; GÉRANCE : la
société SM INVEST SC située 1 Rue Achille
René Boisneuf 97110 POINTE-À-PITRE et
immatriculée au RCS de POINTE À PITRE
sous le numéro 838723641 DURÉE : 99
ans à compter de son immatriculation au
RCS de POINTE À PITRE.

MODIFICATION

FC06436

CBA

**SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
AU CAPITAL DE 68 600 EUROS**
SIÈGE SOCIAL : 1 731 CHEMIN
HAUTEURS LEZARDE
97170 PETIT BOURG
808 434 757 RCS POINTE A PITRE

NOMINATION CO-GERANT

Aux termes d'une décision en date du
28 juillet 2021, l'associée unique a nommé
M. Thierry LAVIE, demeurant 13 allée du Li-
mancet 33 320 EYSINES, en qualité de co-
gérant pour une durée illimitée et ce à
compter du 28 juillet 2021.

Pour avis - La Gérance

DIVERS

FC06439

AMBULANCE 2000

102 Rue Saint-Jean
97160 LE MOULE
SARLU au capital sociale 7.662,45 €
SIREN N° 344 214 283

Par ordonnance du Tribunal Mixte de
Commerce De POINTE-A-PITRE en date

du 25 Juin 2021

La SELARL BCM prise en la personne de
Maître Eric BAULAND, sise Immeuble Ma-
rina Center - Blanchard - 97190 GOSIER
A été désignée en qualité d'Administra-
teur Provisoire de la société
SARLU AMBULANCE 2000
Pour avis. L'Administrateur Provisoire

MARCHÉ PUBLIC

FC06440



Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 971
Annonce No 21-109448

Services
- Nom et adresse officiels de l'organisme
acheteur : Région Guadeloupe.

Correspondant : M. le président du
conseil régional, avenue Paul LACAVE
97100 Basse Terre, tél. : (+59)05-90-80-97-
41, courriel : dcp-region@guadeloupe.fr
adresse internet : [http://www.regionguade-
loupe.fr](http://www.regionguade-
loupe.fr).

Adresse internet du profil d'acheteur :
<http://www.eguadeloupe.com>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour
le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adju-
dicateur : Services généraux des adminis-
trations publiques.

Objet du marché : **prestation d'accom-
pagnement technique et administratif
émise par le service de l'agriculture et
de l'agroalimentaire de la Direction de la
croissance verte.**

Catégorie de services : 11.
CPV - Objet principal : 79998000.
Lieu d'exécution : Basse-Terre, 97100
Basse Terre.

Code NUTS : FR.
L'avis implique un marché public.
Caractéristiques principales :
Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est
couverte par l'accord sur les marchés pu-
blics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.
Durée du marché ou délai d'exécution :
12 mois à compter de la notification du
marché.

Langues pouvant être utilisées dans l'of-
fre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

**Justifications à produire quant aux
qualités et capacités du candidat :**
**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa
candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés,
si le candidat est en redressement judi-
ciaire;

- Déclaration sur l'honneur du candidat
justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas
d'interdiction de soumissionner obliga-
toires prévus aux articles 45 et 48 de l'or-
donnance no 2015-899 du 23 juillet 2015
ou, pour les marchés publics de défense
ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun
des cas d'interdiction de soumissionner
obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48
de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet
2015 (si cette déclaration n'est pas déjà
demandée dans le cadre du formulaire
DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat
attestant qu'il est en règle, au cours de
l'année précédant celle au cours de la-
quelle a lieu le lancement de la consulta-
tion, au regard des articles L. 5212-1, L.
5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du
travail, concernant l'emploi des travailleurs
handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une
déclaration sur l'honneur du candidat justi-
fiant que le travail est effectué par des sa-
lariés employés régulièrement au regard

des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.
3243-1 du code du travail (dans le cas où
le candidat emploie des salariés, conformé-
ment à l'article D. 8222-5-3° du code du
travail).

**Documents à produire à l'appui des
candidatures par le candidat, au choix
de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires
global et le chiffre d'affaires concer-
nant les fournitures, services ou travaux
objet du marché, réalisés au cours des
trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou
preuve d'une assurance pour les risques
professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs
moyens annuels du candidat et l'impor-
tance du personnel d'encadrement pour
chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales
fournitures ou des principaux services ef-
fectués au cours des trois dernières an-
nées, indiquant le montant, la date et le
destinataire public ou privé. Les livraisons
et les prestations de services sont prou-
vées par des attestations du destinataire
ou, à défaut, par une déclaration de l'opé-
rateur économique;

- Indication des titres d'études et profes-
sionnels de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et profes-
sionnels des cadres de l'entreprise et no-
tamment des responsables de prestation
de services ou de conduite des travaux de
même nature que celle du marché;

- Certificats de qualifications profes-
sionnelles. La preuve de la capacité du can-
didat peut être apportée par tout moyen, no-
tamment par des certificats d'identité pro-
fessionnelle ou des références de travaux
attestant de la compétence de l'opérateur
économique à réaliser la prestation pour la-
quelle il se porte candidat;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature
- Habilitation du mandataire par ses co-
traitants (disponible à l'adresse suivante :
[http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-du-candidat));

- Formulaire DC2, Déclaration du candi-
dat individuel ou du membre du groupe-
ment (disponible à l'adresse suivante :
[http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-du-candidat));

- Formulaire ATTR11, Acte d'engagement
(disponible à l'adresse suivante :
[http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-attribution-marches-2016](http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-attribution-marches-2016));

- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-
traitance (disponible à l'adresse suivante :
[http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-
dc4](http://www.economie.gouv.fr/daj/formu-
laires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-
dc4));

- S'il s'appuie, pour présenter sa can-
didature, sur les capacités professionnelles,
techniques et financières d'autres opéra-
teurs économiques, le candidat produit les
mêmes documents concernant cet opéra-
teur économique que ceux qui lui sont exi-
gés par l'acheteur public. Le candidat doit
également apporter la preuve que chacun
de ces opérateurs économiques mettra à
sa disposition les moyens nécessaires,
pendant toute la durée d'exécution du mar-
ché public ou de l'accord-cadre;

- Si les documents fournis par le candi-
dat ne sont pas établis en langue française,
ils doivent être accompagnés d'une tra-
duction en français, certifiée conforme à
l'original par un traducteur assermenté.

**Documents à produire obligatoirement
par l'attributaire, avant la signature
et la notification du marché public ou de
l'accord-cadre (formulaire NOTH1) :**

- Les pièces prévues aux articles D.
8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code
du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les
attestations et certificats délivrés par les
administrations et organismes compétents
prouvant qu'il a satisfait à ses obligations
fiscales et sociales ou un état annuel des
certificats reçus.

La transmission et la vérification des do-
cuments de candidatures peut être effec-
tuée par le dispositif Marché public simpli-
fié sur présentation du numéro de SIRET :
NON

Critères d'attribution : Offre économi-
quement la plus avantageuse appréciée en
fonction des critères énoncés dans le ca-
hier des charges (règlement de la consulta-
tion, lettre d'invitation ou document des-
criptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des candida-

tures : 25 août 2021, à 12 heures.

Date limite de réception des offres : 26
août 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres :
120 jours à compter de la date limite de ré-
ception des offres.

Autres renseignements :
Numéro de référence attribué au marché
par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudi-
catrice : MAPA 21-052.

Date d'envoi du présent avis à la publi-
cation : 6 août 2021.

Instance chargée des procédures de re-
cours : Tribunal administratif de Guade-
loupe 6, rue Victor HUGUES 97100 Basse
Terre, tél. : (+59)05-90-81-45-38, courriel :
greffe.ta-basse-terre@juradm.fr adresse in-
ternet : [http://www.guadeloupe.tribunal-
administratif.fr](http://www.guadeloupe.tribunal-
administratif.fr).

Organe chargé des procédures de mé-
diation : Tribunal administratif de Guade-
loupe 6, rue Victor HUGUES 97100 Basse
Terre, tél. : (+59)05-90-80-45-38, courriel :
greffe.ta-basse-terre@juradm.fr adresse in-
ternet : [http://www.guadeloupe.tribunal-
administratif.fr](http://www.guadeloupe.tribunal-
administratif.fr).

Précisions concernant le(s) délai(s) d'in-
troduction des recours : référé pré-contractuel
avant la signature du marché, référé
contractuel

Après la signature du marché, recours en
contestation de validité 2 mois après l'ac-
complissement des mesures de publicité
appropriées.

Mots descripteurs : Prestations de ser-
vices.

Vous voulez

lire le Proband

le vendredi matin ?

**Abonnez-vous
en ligne !**

7 jours sur 7

24 H sur 24

Paiement sécurisé

www.leproband.fr